

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

FOURNITURE DE CARBURANT PAR CARTES ACCREDITIVES ET SERVICES ASSOCIES POUR LA VILLE DE ROSNY-SOUS-BOIS ET SON CCAS

Procédure formalisée passée en application des articles L2124-1 et R2124-1 du Code de la Commande Publique (Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018)

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date limite de réception des offres : **mardi 1^{er} juillet 2025 à 12h00**

REMISE DES OFFRES UNIQUEMENT DÉMATÉRIALISÉE

Vu le code de la commande publique (Ccp)

Vu l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)

Vu la Délibération n° 7 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal de Rosny-sous-Bois au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Nom et coordonnées de l'Acheteur Public :

Commune de Rosny-sous-Bois
Service de la Commande Publique
20 rue Claude Pernès
93111 ROSNY-SOUS-BOIS cedex
Tél. : 01 49 35 37 00

Table des matières

ARTICLE 1 – TYPE ET OBJET DE MARCHÉ	3
1.1 – TYPE DE MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.2 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – LA CONSULTATION	3
2.1 – PROCEDURE DE PASSATION.....	3
2.2 – ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ	3
2.3 – FORME DU CONTRAT	3
2.4 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
2.5 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.6 – CODE CPV NOMENCLATURE	4
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	4
3.1 – DUREE DU MARCHÉ.....	4
3.2 – PRIX DU MARCHÉ	4
3.3 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
ARTICLE 4 – FORME JURIDIQUE DES CANDIDATS	4
4.1 – GROUPEMENTS D’OPERATEURS ECONOMIQUES	4
4.2 – SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	5
5.1 – CONTENU	5
5.2 – MODE D’OBTENTION.....	5
5.3 – MODIFICATION DU DCE	6
ARTICLE 6 – PRESENTATION DE LA REPONSE.....	6
6.1 – CONTENU DE LA CANDIDATURE.....	6
6.2 – CONTENU DES OFFRES	7
ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....	7
7.1 – LANGUE.....	7
7.2 – COPIE DE SAUVEGARDE	8
7.3 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1 – EXAMEN DES CANDIDATURES	8
8.2 – EXAMEN DES OFFRES	8
ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 10 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	11

ARTICLE 1 – TYPE ET OBJET DE MARCHE

1.1 – Type de marché public

Il s'agit d'un marché public de fournitures.

1.2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de carburant par cartes accréditives et les services associés pour la Commune de Rosny-sous-Bois et son Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.).

Les fournitures et les prestations attendues sont les suivantes :

- la fourniture de carburant par cartes sur le territoire français : sans plomb 95 – électrique – GNV – sans plomb 98 – gasoil ;
- la fourniture de cartes permettant les transactions pour les carburants et les droits de péage des autoroutes, des tunnels et des ponts, le lavage des véhicules, et de stationnement des parkings parisiens ;
- la mise à disposition d'un outil de gestion en ligne.

Les spécifications techniques sont indiquées au Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

ARTICLE 2 – LA CONSULTATION

2.1 – Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1 et R2124-1 du Code de la Commande publique, le coût prévisionnel du besoin étant supérieur aux seuils européens.

2.2 – Allotissement du marché

En application des dispositions de l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le présent marché est décomposé en deux lots distincts, détaillés comme suit :

N° du lot	Intitulé	Quantité minimum en litres	Quantité minimum en litres
1	Fourniture de carburant par cartes accréditives et services associés pour la Commune	300 000,00	850 000,00
2	Fourniture de carburant par cartes accréditives et services associés pour le CCAS	5 000,00	55 000,00

Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou les deux lots. Dans tous les cas, ils doivent impérativement remettre une offre distincte par lot.

Les offres seront examinées lot par lot. Il n'est pas permis aux candidats qui souhaiteraient obtenir l'attribution de plusieurs lots, de présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Les candidats ne peuvent donc pas proposer un rabais conditionné par l'attribution de plusieurs lots.

2.3 – Forme du contrat

La présente consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1, R2162-2 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

Les bons de commande seront émis dans la limite des quantités indiquées à l'article 2.2 du présent Règlement de Consultation.

2.4 – Décomposition du marché

Le présent marché ne comprend pas de tranche optionnelle, ni de prestation supplémentaire éventuelle.

La proposition de variante n'est pas autorisée pour cette consultation.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres (DLRO).

2.6 – Code CPV nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV principal	09132000 – Essence
	09134200 – Carburant diesel
	30163100 - Cartes pour l'achat de carburant

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU MARCHE

3.1 – Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa notification pour une durée ferme de 48 mois. Chaque partie disposera toutefois d'une faculté de résiliation annuelle, par courrier avec accusé de réception sous préavis de six mois avant la date anniversaire du présent marché.

En cas de résiliation de l'Acheteur, le titulaire ne saurait prétendre au paiement d'indemnités. En cas de résiliation à l'initiative du titulaire, ce dernier renoncera à toute demande de paiement de pénalités de résiliation auprès de l'Acheteur.

3.2 – Prix du marché

Le marché est passé à prix unitaires.

3.3 – Modalités essentielles de financement et de paiement

Le paiement se fera par mandat administratif. Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global maximal de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

Le financement des prestations du lot n°1 sera assuré par les ressources du budget communal.

Le financement des prestations du lot n°2 sera assuré par les ressources du budget du Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 4 – FORME JURIDIQUE DES CANDIDATS

4.1 – Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R2142-19 du Code de la Commande Publique, le marché sera conclu soit avec une entreprise unique, soit avec des entrepreneurs groupés.

Comme l'autorise le Code de la Commande Publique en son article R2142-21, la ville de Rosny-sous-Bois refuse que les candidats présentent plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément à l'article R2142-20 CCP le groupement peut être :

- 1° Conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- 2° Solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La forme juridique du groupement ainsi que l'identité du mandataire seront précisées par le candidat sur l'Acte d'Engagement.

Conformément à l'article 3.5 du CCAG :

En cas de groupement conjoint, il conviendra d'indiquer au sein de l'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (Annexe 1) le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

L'entreprise mandataire pour un groupement ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

4.2 – Sous-traitance

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

5.1 – Contenu

Pièce	Présente dans le DCE	Nombre d'exemplaire
➤ Le présent Règlement de la Consultation (R.C.)	<input checked="" type="checkbox"/>	1
➤ L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe 1	<input checked="" type="checkbox"/>	2
➤ Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)	<input checked="" type="checkbox"/>	1
➤ Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)	<input checked="" type="checkbox"/>	2
➤ Le Cadre de mémoire technique (C.M.T.)	<input checked="" type="checkbox"/>	2
➤ Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)	<input checked="" type="checkbox"/>	2

5.2 – Mode d'obtention

Il peut être obtenu en téléchargeant gratuitement le dossier en le téléchargeant sur la plateforme

Maximilien accessible à l'adresse : www.maximilien.fr

Il est fortement conseillé aux candidats de s'inscrire au moyen d'un login et d'un mot de passe, afin de pouvoir être informés automatiquement des éventuels rectificatifs et précisions qui peuvent être apportés au DCE.

5.3 – Modification du DCE

Aucune modification ne peut être apportée au DCE par les candidats.

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 – PRESENTATION DE LA REPONSE

6.1 – Contenu de la candidature

6.1.1- Renseignements sur la situation juridique

- Une lettre de candidature (ou DC1) ;
- Un document habilitant la personne signataire du marché si celle-ci ne peut de droit, engager la société en matière contractuelle ;

6.1.2- Renseignements relatifs aux capacités économiques et financières

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du marché réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (ou DC2).

6.1.3 – Renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles

La candidature devra également comprendre :

- Une liste **des principales prestations de même nature que celles objet du marché, exécutées au cours des trois dernières années** indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (ou DC2).
Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (annexé au DC2) ;
- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant chacune des trois dernières années** (ou DC2).
- Déclarations appropriées des banques ou, le cas échéant preuve d'une assurance des risques professionnels.

Pour les nouvelles entreprises, il est demandé de justifier de leur capacité financière et technique et de leurs références professionnelles par tout moyen.

Afin de remplacer certains documents, les candidats ont la possibilité d'utiliser les formulaires :

- DC1 « Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses cotraitants »
- DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »

Disponibles sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

6.2 – Contenu des offres

L'offre du candidat est présentée de la manière suivante :

- L'**Acte d'Engagement** (A.E.) dûment renseigné ;
- Le **Bordereau des Prix Unitaires** (B.P.U.) dûment renseigné au format XLS non verrouillé ;
- Le **Détail Quantitatif Estimatif** (D.Q.E.) dûment renseigné au format XLS non verrouillé ;
- Le **Cadre de Mémoire Technique et méthodologique** (C.M.T.) du candidat (**15 pages maximum**).

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le Règlement de Consultation (R.C.), et le Cahier des Clauses Particulières, seuls faisant foi ceux détenus par l'Administration.

→ Le Cadre de Mémoire Technique (C.M.T.) :

Le soumissionnaire doit impérativement respecter le formalisme du Cadre de Mémoire Technique.

Le Cadre de Mémoire doit être intégralement renseigné, critère par critère. Toutes les propositions doivent être intégrées exclusivement dans celui-ci et respecter le formalisme indiqué. Seuls les éléments contenus dans le Cadre de mémoire technique et méthodologique seront pris en compte lors de l'analyse pour l'évaluation des critères de choix des offres.

Dans le cas où un candidat fournirait un mémoire technique autre que le cadre de mémoire technique, son offre pourrait être éliminée pour irrégularité.

→ Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) :

Le B.P.U. sera intégralement renseigné. L'absence de chiffrage de certaines lignes pourrait entraîner le rejet de l'offre du candidat pour irrégularité.

L'ensemble des prix doit comprendre les prescriptions détaillées au Cahier des Clauses Particulières.

→ Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) :

Les quantités indiquées au D.Q.E. sont estimatives et non contractuelles, elles serviront à l'analyse des offres.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans la colonne du total multipliant les prix unitaires par les quantités estimées, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, le montant rectifié sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier les prix de cette colonne pour la mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Le titulaire est réputé, avant la remise des offres, avoir pris connaissance de tous les documents de la consultation. A défaut de remarques, d'observations, de contestations écrites de sa part, avant la remise des offres, celui-ci est réputé avoir accepté les documents de consultation dans leur intégralité.

Conformément aux articles R2132-1 et suivants du Code de la Commande publique, la remise des plis aura lieu uniquement par voie dématérialisée, les offres devant obligatoirement être déposées sur la plateforme de téléchargement du DCE : <https://www.maximilien.fr/>

7.1 – Langue

La langue devant être impérativement utilisée dans l'offre du candidat y compris tous les documents associés, est le français.

Conformément à l'article R2143-16 du Code de la Commande Publique, l'Acheteur exige que les candidats joignent une traduction en français aux éléments et documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent dans le cadre de la présente consultation.

7.2 – Copie de sauvegarde

Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'Acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du Ministre chargé de l'Economie.

7.3 – Renseignements complémentaires

7.3.1 - Echanges entre le Pouvoir Adjudicateur et les opérateurs économiques

Les communications et tous les échanges qui auront lieu dans le cadre de la mise en œuvre de cette consultation entre l'Acheteur et les candidats s'effectueront par voie dématérialisée (voie électronique) qu'ils s'agissent de questions, de compléments de candidatures et offres, des lettres non retenues, etc...via la plateforme Maximilien accessible à l'adresse indiquée ci-dessus conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande publique.

Par conséquent, les candidats devront transmettre une adresse mail valide et être attentifs aux notifications de la plateforme Maximilien en cours de consultation.

7.3.2 – Questionnements techniques et administratifs

Pour tout renseignement complémentaire concernant le marché, les candidats sont invités à poser leurs questions sur le site www.maximilien.fr dans la rubrique "question-réponse" de le marché objet de la consultation.

Les candidats peuvent poser leurs questions sur la plateforme jusqu'à 5 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Pour les questions qui seront posées après ce délai, le Pouvoir Adjudicateur ne sera plus en mesure d'y répondre.

ARTICLE 8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 – Examen des candidatures

En application de l'article R2144-3 du Code de la Commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de le marché.

Le Pouvoir Adjudicateur ouvrira et enregistrera les pièces de la candidature contenues dans les plis parvenus dans les délais requis. L'Acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, celui-ci pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

L'Acheteur pourra demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

8.2 – Examen des offres

Conformément à l'article R2152-6, les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution ci-dessous avec leur pondération :

<i>Critère de jugement des offres commun aux deux lots</i>	<i>Pondération (points)</i>
1- Prix du Bordereau des Prix Unitaires - analysés sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) renseigné par le candidat	75
2- <u>Valeur technique analysée sur la base du cadre de mémoire technique renseigné par le candidat, au regard de :</u> - <u>Sous critère n°1</u> : Présentation de la liste des points de distribution sur ou à proximité de la Commune / 10 points - <u>Sous critère n°2</u> : Présentation des fonctionnalités de l'outil de gestion en ligne : contrôle et suivi des consommations, statistiques disponibles... / 10 points - <u>Sous-critère n°3</u> : Description de la procédure mise en place en cas de pénurie de carburant (grève, blocage...) avec indication d'un référent / 5 points	25

→ **La note du critère prix**

Elle est attribuée au vu du montant total en € H.T. du D.Q.E. (fourniture de carburant + cartes), renseigné par chaque candidat à l'appui des prix du Bordereau des Prix Unitaires.

Le "Prix" est noté selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 75 \times \left(\frac{\text{Montant total de l'offre la moins disante}}{\text{Montant total de l'offre du candidat}} \right)$$

→ **La note du critère technique**

Elle est attribuée au vu du cadre de mémoire technique et méthodologique fourni par le candidat au sein de son offre sur la base des sous-critères développés ci-dessus.

ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'Acheteur attribuera le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu des critères énoncés dans le présent règlement de la consultation.

L'Acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner. Ainsi, l'offre la mieux classée sera retenue sous réserve des points ci-après.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir **dans les 10 jours francs** à compter de la date de réception de la demande émanant du pouvoir adjudicateur, les documents justificatifs et autres moyens de preuves tels qu'ils figurent aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique suivants :

a) Pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8227 et D8222-8 du Code du travail.

- b) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (**K ou K bis**) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- c) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales de **moins de 6 mois**.
- d) Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'est pas dans un des cas d'exclusion, des articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4, du code de la commande publique.
- e) Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- f) Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- g) Une attestation d'assurance responsabilité civile.
- h) Un RIB.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser au pouvoir adjudicateur, mais il devra privilégier le dépôt sur la plateforme e-Attestations.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si un candidat ou un soumissionnaire ne peut pas produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, son offre n'est pas retenue et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées.

Tout candidat attributaire du marché ayant fourni des renseignements inexacts le concernant encourt la résiliation à ses torts du marché.

ARTICLE 10 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché et auprès de laquelle des informations concernant les procédures de recours peuvent être demandées est :

Le Tribunal Administratif de Montreuil,

7 rue Catherine Puig

93 558 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 49 20 20 00

Télécopie : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta.montreuil@juradm.fr

Adresse internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

La juridiction administrative compétente peut désormais être saisie par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours contentieux possibles sont celles définies par le Code de justice administrative consultable sur le site officiel « legifrance – le service public de la diffusion du droit » : <http://www.legifrance.gouv.fr> . D'une manière générale, les renseignements concernant les voies de recours sont possibles auprès du greffe du Tribunal administratif précité.